48/105. Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

L'Assemblée générale.

Rappelant sa résolution 46/99 du 16 décembre 1991 et prenant note de la résolution 1993/17 du Conseil économique et social, en date du 27 juillet 1993,

Prenant acte du rapport de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme sur ses activités⁸³,

Insistant sur le besoin de recherches indépendantes qui permettent d'orienter les politiques et la mise en oeuvre des projets de façon à affronter les thèmes et les domaines nouveaux de préoccupation concernant les femmes et soulignent le rôle de l'Institut à cet égard,

Réaffirmant que l'Institut est irremplaçable dans ses fonctions spécifiques de recherche et de formation visant à assurer l'intégration systématique des femmes en tant que participantes aux programmes et projets de développement,

Reconnaissant le rôle important que l'Institut pourrait jouer dans la préparation technique de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes: lutte pour l'égalité, le développement et la paix, qui doit se tenir en 1995,

Convaincue qu'il ne saurait y avoir de développement durable sans une pleine participation des femmes,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme sur ses activités;

2. *Félicite* l'Institut de concentrer ses efforts sur les problèmes qui font obstacle à l'amélioration de la condition de la femme et entravent ainsi le développement et le progrès de tous;

3. *Engage vivement* l'Institut à poursuivre et à renforcer ses activités de recherche, de formation et d'information visant à assurer la participation des femmes comme des hommes aux stratégies de développement et à faire reconnaître leur rôle en valorisant leur contribution au développement social et économique, ce qui est un bon moyen d'ouvrir aux femmes des possibilités et d'améliorer leur condition;

4. *Invite* l'Institut, compte tenu de son rôle essentiel dans la recherche et la formation et de sa spécialisation dans les statistiques par sexe, à collaborer à la préparation technique de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes: lutte pour l'égalité, le développement et la paix;

5. *Insiste* sur la spécificité de la fonction de l'Institut, unique organisme des Nations Unies qui se consacre exclusivement à la recherche et à la formation en vue de l'intégration des femmes au développement, et souligne qu'il importe de diffuser les résultats de ses recherches pour qu'ils puissent servir à l'élaboration des politiques et aux activités opérationnelles;

6. *Apprécie* les efforts soutenus que fait l'Institut pour renforcer la liaison entre ses programmes et ceux des autres organismes des Nations Unies, y compris des commissions

régionales, des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des instituts de recherche et autres organismes et groupes, ce qui lui permet d'élargir la portée de ses opérations, d'utiliser au mieux ses ressources financières limitées et d'accroître la diffusion et le rayonnement de ses travaux;

7. *Remercie* les gouvernements et organisations qui ont contribué aux activités de l'Institut, ou qui y ont apporté leur soutien;

8. *Invite* les Etats et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme afin de permettre à l'Institut de s'acquitter de sa mission et d'assurer la pleine participation des femmes à la société et la juste reconnaissance de leur rôle;

9. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquantième session, un rapport sur les activités de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme au titre de la question intitulée "Promotion de la femme", en fournissant un état détaillé de la situation administrative et institutionnelle de cet organisme.

85e séance plénière
20 décembre 1993

48/106. Amélioration de la situation des femmes au Secrétariat

L'Assemblée générale.

Rappelant les Articles 1 et 101 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant également l'Article 8 de la Charte, qui dispose qu'aucune restriction ne sera imposée par l'Organisation à l'accès des hommes et des femmes, dans des conditions égales, à toutes les fonctions, dans ses organes principaux et subsidiaires,

Rappelant en outre les paragraphes pertinents des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁸⁴, en particulier les paragraphes 79, 315, 356 et 358,

Rappelant les résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et des autres organes qui ont continué à s'intéresser de près à la question depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 2715 (XXV) du 15 décembre 1970, dans laquelle elle a abordé pour la première fois la question de l'emploi des femmes dans la catégorie des administrateurs,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis⁸⁴,

Rappelant également l'objectif énoncé dans ses résolutions 45/125 du 14 décembre 1990, 45/239 C du 21 décembre 1990, 46/100 du 16 décembre 1991 et 47/93 du 16 décembre 1992, à savoir que, d'ici à 1995, le pourcentage global des postes soumis à la répartition géographique occupés par des femmes devrait être porté à 35 p. 100,

Notant avec préoccupation que le taux actuel d'accroissement du pourcentage de femmes nommées est insuffisant pour